

*Questions orales*

**Mme McDougall:** La norme variable n'aidera pas les réitérants, les travailleurs saisonniers, les personnes de 65 ans ni les femmes qui demandent des prestations de maternité.

**Des voix:** La norme variable.

**Mme McDougall:** Elle n'aidera personne d'entre eux, d'où l'hypocrisie de cette démarche.

**Des voix:** La norme variable.

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, nous avons tous apprécié les plaisanteries du premier ministre et les rodomontades du ministre des Finances, mais il n'en reste pas moins que le Conference Board du Canada a affirmé très clairement aujourd'hui, et je cite: «Le revenu net disponible des Canadiens ne va pas augmenter le moins en 1991.»

Le ministre des Finances a été désigné comme le pire ministre des Finances. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Allons, posez la question!

**M. Langdon:** Le ministre est-il enfin disposé à admettre que le Canada est entré dans une période de récession? Va-t-il admettre qu'il est responsable de cette récession fabriquée au Canada et va-t-il dire aux Canadiens ce qu'il entend faire pour la contrer?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je peux reporter mon collègue au budget de 1989-1990, dans lequel je disais très clairement qu'il fallait juguler les pressions inflationnistes découlant de la croissance très forte que nous avons connue de 1984 à 1988, lorsque le revenu personnel disponible, après imposition et inflation, avait augmenté de 14 p. 100.

Il est naturel en économie qu'un ralentissement suive une période de croissance aussi forte. Je l'avais nettement prévu dans mon budget de 1990 lorsque j'avais dit que ce serait une année difficile pour l'économie canadienne. Les prévisions pour les mois à venir ne sont pas encourageantes. Nous avons été très francs et très honnêtes avec les Canadiens.

Nous sommes en train de juguler les pressions inflationnistes. Pour y arriver, nous avons réduit les taux d'intérêt et, pendant qu'ils continuent de baisser, nous préparons la voie à une forte croissance non inflationniste qui, comme le prévoit le Conference Board du Canada, va démarrer au cours du deuxième trimestre de l'an prochain.

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Une question supplémentaire, monsieur le Président. Il y a toute une différence entre une croissance lente et la stagnation. C'est l'effondrement. C'est le cadeau que ce gouvernement a offert aux Canadiens. L'effondrement de l'économie.

Le ministre finira-t-il un jour par se préoccuper des Canadiens. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Langdon:** . . . et le manifestera-t-il en exhortant la Chambre à adopter immédiatement les normes variables d'admissibilité à l'assurance-chômage pour les collectifs de pêcheurs d'un bout à l'autre du pays?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, j'ai dit bien clairement que notre travail actuel ne me réjouissait pas du tout. . .

**M. Tobin:** Eh bien, arrêtez de le faire.

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** . . . mais je sais bien que si nous ne nous donnons pas le temps de juguler ces pressions inflationnistes, nous serons confrontés aux mêmes difficultés qu'en 1981-1982. J'ai la certitude que mon collègue ne le souhaite pas.

**Des voix:** Bravo!

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Or, quand mon collègue parle des normes variables d'admissibilité, qui ne sont qu'un aspect du projet de loi sur la réforme de l'assurance-chômage, il ignore que nous améliorons les avantages en cas de maternité, que nous consacrons un supplément de 500 à 700 millions de dollars à la formation des sans-emploi et que nous prévoyons des fonds pour que les gens de plus de 65 ans, qui veulent toujours faire partie de la main-d'oeuvre, puissent compter sur l'assurance-chômage et en bénéficier.

Ce sont tous des éléments du projet de loi qui est bloqué à l'autre endroit. Son parti appuie les sénateurs libéraux qui continuent de faire de l'obstruction et cela, monsieur le Président, est une grave erreur.

\* \* \*

[Français]

## L'EMPLOI

**Mme Sheila Copps (Hamilton—Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la perte d'industries au Canada. Il sait fort bien que l'on a perdu quasiment 3 000 jobs hier à Air Canada. Et, il y a à peine une demi-heure, le Canadien National annonçait encore une perte de 1 500 emplois à travers le Canada, y compris 750 emplois dans la ville de Montréal. Le ministre, pen-